



**COALITION
FÉMINISTE
ET ENFANTISTE
LOI INTÉGRALE**
CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES



Union
syndicale
Solidaires 49



La lutte contre les violences sexuelles mérite un véritable respect du travail associatif et parlementaire, bien loin des tergiversations actuelles.

Budget : de qui se moque-t-on ?

Deux heures.

C'est le temps qu'il aura fallu au gouvernement pour montrer son inconsistance concernant la lutte contre les violences sexuelles.

Un manque flagrant de volonté politique

Depuis le lancement de notre mobilisation pour la loi intégrale, le gouvernement fait preuve d'un manque flagrant de volonté politique.

Il a fallu des semaines d'action collective, chaque lundi, pour obtenir du temps parlementaire sur une Proposition de Loi soutenue par près de 200 député·e·s.

Chaque avancée, tant sur le fond que sur le calendrier, a dû être littéralement arrachée par la rue.

Une contradiction gouvernementale

Alors que s'ouvre le débat sur les moyens, le Premier ministre s'est contredit en l'espace de deux heures.

Dans une tribune dans Le Monde, il annonçait 1,5 milliard d'euros pour lutter contre les violences sexuelles et 2,6 milliards pour la protection de l'enfance.

Pourtant, le même journal révélait peu après qu'il ne s'agit en fait que de crédits déjà engagés par l'État.

« Ce chiffrage, qui n'avait jamais été effectué, vise avant tout, selon Matignon, « à souligner ce que l'Etat investit déjà dans cette politique publique ». »

Autrement dit 0 euro d'argent supplémentaire.

Une provocation envers les millions de citoyen·ne·s mobilisé·e·s

De qui se moque-t-on ?

Cette grossière entourloupe budgétaire est un nouveau signe de mépris pour :

- Les 200 organisations porteuses du projet ;
- Les 250 parlementaires signataires de la proposition de loi 3106 ;
- Les dizaines de milliers de personnes mobilisées depuis 3 mois devant le Ministère de la Justice et les tribunaux ;
- Les 350 000 signataires de la pétition et les 81% de Français.e.s favorables à cette loi.

Notre exigence : transparence et moyens supplémentaires réels

Le gouvernement et le Premier ministre doivent cesser les coups de communication et clarifier immédiatement leurs engagements en répondant à ces questions cruciales :

- Quels financements seront réellement nouveaux dans le projet de loi de finances ?
- Combien de magistrat·e·s, professionnel·le·s de l'enfance et policiers·ères seront recruté.e.s en plus de ce qui était déjà prévu ?
- Quels budgets supplémentaires sont octroyés aux associations de terrain qui accompagnent les victimes ?
- Qu'est-ce qui est inclus dans "la protection de l'enfance" ?